

- i) à élaborer des définitions, des concepts et des systèmes de comptabilité uniformes en matière de gestion;
- ii) à instaurer peu à peu des systèmes d'information spécialisés en agriculture qui pourront desservir tous les intervenants du secteur agricole, notamment les agriculteurs, le gouvernement, les institutions financières, les fournisseurs, les agents de commercialisation et les éducateurs;
- iii) à favoriser la mise sur pied d'un service de gestion agricole privé. (Chapitre six, p. 114-5)

D. LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Compte tenu de la situation des revenus et des dépenses en 1973, une entreprise agricole pouvait être financée par emprunt à 100 p. 100 et être en mesure de rembourser ses dettes, du moins à court terme. En 1984, les prêteurs accordaient encore des capitaux d'emprunt aux agriculteurs en fonction de la plus-value des terres même si les taux de rendement monétaire étaient en régression depuis presque dix ans. On peut en déduire que le secteur agricole a été financé non pas en fonction des revenus, qui étaient en baisse, mais en fonction du prix des terres, qui était en hausse.

Le marché du crédit n'a pas tenu compte, surtout vers la fin des années 70, du fléchissement rapide de la capacité d'emprunt des agriculteurs et a permis à ceux-ci de recourir en grand nombre au financement par emprunt.

Cette anomalie s'explique en partie par l'arrivée en force sur le marché d'institutions de crédit privées et publiques ainsi que par l'adoption d'une politique sur le crédit. On s'est servi du crédit pour aider de nouveaux agriculteurs à s'établir ou pour corriger des déséquilibres au niveau des revenus ou des coûts. Les prêts hypothécaires à versements fixes périodiques se sont révélés trop rigides, compte tenu de la variabilité des taux de rendement monétaire et des taux de rendement du capital. On n'a pas bien saisi les risques associés au financement par emprunt.

Les institutions financières dans le secteur agricole sont soumises à de fortes pressions. En général ce sont les prêteurs gouvernementaux qui ont pris le plus de risques, soit parce qu'ils ont mis sur pied des programmes